



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°149 - Juillet/Août 2008

## Le maestro Ocampo

Le 5 juin, le Procureur général de la CPI annonçait qu'il allait compléter l'inculpation prononcée l'an dernier contre Haroun, ministre des Affaires humanitaires du Soudan, et le milicien Ali Kashayb. « Pour planifier et commettre des crimes de cette nature, à cette échelle, sur une période aussi longue, les criminels ont dû mobiliser et coordonner tout l'appareil de l'État, des services de sécurité à ceux de la propagande, en passant par le système judiciaire. » Le 14 juillet, il accusait le président soudanais d'avoir planifié une campagne de meurtres au Darfour et demandait à la Cour de le poursuivre pour 2 crimes de guerre, 5 crimes contre l'humanité et 3 génocides. La décision des trois juges chargées d'examiner si cette requête est recevable devrait tomber d'ici à la fin novembre.

Les réactions sont à la mesure de ce coup de maître qui confère à Béchir le douteux honneur d'être le premier chef d'État en exercice menacé par la justice internationale. Comme à son habitude, il multiplie les promesses et les rodomontades. Le 13 juillet, il garantit la sécurité des représentations diplomatiques, le 14, il annonce qu'il se rendra en septembre à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 15, il fait manifester les foules au cri de « à mort Ocampo ! ». Il jure ses grands dieux qu'aucun Soudanais ne sera jamais jugé hors du Soudan et nomme un « procureur spécial chargé d'examiner les abus contre les droits de l'homme commis en Darfour ». Car le GoS, bien sûr, ne reconnaît ni les crimes de guerre ou contre l'humanité, ni les génocides, et il garantit l'impunité à l'armée et à la sécurité. Mais les bureaux du Procureur de la CPI révèlent qu'en juin, les services soudanais ont pris contact avec eux pour examiner dans quelle mesure le Président échapperait à une mise en accusation s'il livrait Haroun et Kashayb. Béchir proclame que la déclaration de guerre de la CPI a rassemblé autour de lui tous les partis politiques. Et de fait Salva Kiir, dès le 14 juillet, lui a manifesté sa solidarité avant que son mouvement, longtemps réticent, n'en fasse son candidat aux élections présidentielles de 2009. Les analystes pensent que le vice-président du GoS, ce faisant, a voulu éviter que le pouvoir n'aille à l'opposition du Nord, contraire au référendum prévu au Sud en 2011. Le Congrès National (CN) pense que les puissances étrangères essaient d'instiller l'idéologie du Nouveau Soudan, défendue par Kiir, contre la sienne. En public, le Mahdi soutient Béchir mais en privé il se réjouit de ce qui

lui arrive. Mirghani, patron du PUD, pense de même. Le CN est affaibli et les chances de l'opposition aux élections, accrues. Turabi, chef du Congrès populaire, se réjouit ouvertement des problèmes de Béchir, le gouvernement l'accuse de soutenir les rebelles (cf. p. 4). Béchir va jusqu'à offrir aux Américains de travailler au Darfour « *qui nage sur un lac de pétrole ...mais ils le veulent en entier* »

Rarissimes sont les Etats qui semblent douter de la culpabilité de Béchir malgré leur position. L'Union africaine (UA) et la Ligue arabe pressent le Conseil de sécurité d'intervenir auprès de la CPI. Mais l'UA craint pour ses soldats qui forment l'essentiel de la Minuad et propose une contre-enquête par un panel international d'avocats. La Ligue arabe, officiellement solidaire du Soudan, serait fort mécontente qu'il poursuive ses exactions contre les Darfouris, qui sont des musulmans. Elle avance l'idée de cours de justice africaines au Darfour, supervisées par la CPI, Khartoum ne veut pas entendre parler. La Chine tenait à ses Jeux Olympiques, la Russie préparait l'invasion de la Géorgie, leur soutien est resté verbal (cf. p. 3).

Avant le 14 juillet, des experts occidentaux, opposés à leurs gouvernements, avaient mis en garde : l'action de la CPI entraverait le processus de paix et menacerait les humanitaires, conduirait à un vide du pouvoir et compliquerait l'application de l'accord signé en 2005 avec le Sud (cf. p. 6-7). Mais d'une part, Béchir refuse de négocier avec les deux principaux chefs rebelles, Abd el-Wahid al-Nour, qui exige un cessez-le-feu préalable, et Khalil Ibrahim, qui l'a défié à Omdurman. D'autre part, le Soudan a deux vice-présidents, ce qui minore le risque de chaos politique. En revanche, celui qui pèse sur les humanitaires est bien réel. Dans les camps, les victimes acclament la décision d'Ocampo, elles méritent d'être entendues.

En 2005, le Conseil de Sécurité avait chargé la CPI d'enquêter sur les exactions perpétrées au Darfour. Le Procureur estime avoir réuni suffisamment de preuves pour que la justice internationale s'applique. Sur les conseils du Département légal des Nations Unies, Ban Ki Moon prend ses distances avec Béchir et souligne l'indépendance de la CPI. La justice et la diplomatie ne suivent pas les mêmes voies mais elles peuvent parfois s'accorder.

Bételgeuse et Deimos

## Jour après Jour

**Combats** – Le MLS/U dit avoir tué 157 soldats, capturé 5 véhicules et perdu 7 combattants près d'Um Keddada. Le MLS/MM a empêché 38 Casques bleus de patrouiller dans le camp de Zamzam et les a détenus pendant 5 heures. Un millier de janjawid munis d'armes lourdes, embarqués à bord de 40 véhicules ou montés sur à chameaux, ont tendu une embuscade à la Minuad à Um Haqiba, près de sa base d'El Genina. Pour la première fois, elle a riposté en ouvrant le feu mais elle a perdu 7 soldats et relevé 19 blessés. Les NU ont qualifié cette attaque « *d'acte inacceptable d'une extrême violence contre les soldats de la paix* ». Le MJE accuse le gouvernement d'avoir bombardé le village de Seref dans le Jabel Moun, tuant 4 personnes dont 2 enfants, et le SLM/MM celui de Karbala au sud d'El Fasher ; l'armée confirme seulement avoir défendu un convoi attaqué au Nord-Darfour.. Des militaires soudanais basés dans cette ville ont sévèrement battu un employé de la Minuad. Près d'El Genina, des janjawid ont enlevé, battu et dévalisé un soldat de la Minuad, que la police a libéré. Des hommes soupçonnés d'être des janjawid ont attaqué un convoi de civils et fait 8 morts près d'El Fasher. La Minuad a évacué leurs 28 blessés vers Nyala et El Fasher. Malgré le meurtre d'un de ses soldats à Forobaranga et les tirs essuyés par deux de ses hélicoptères près de Geneina, le général Agwai est déterminé à aider la population du Darfour mais se demande si « *la communauté internationale va tolérer indéfiniment l'assassinat de Casques bleus* ». Réagissant à un article publié par le journal égyptien *Al-Ahram*, intitulé « *Il n'y a pas de paix à garder* », le commandant en chef de la force de paix lance un appel à toutes les parties. « *Je ne dis pas que le gouvernement soudanais est innocent, je dis que ceux de l'autre bord ne sont pas des saints. Et maintenant que nous avons un médiateur (Djibril Yèpèné Bassolé), j'appelle à faire pression sur les deux camps.* » L'ALS/U a abattu un drone chinois au Gèbel Marra.. (Minuad 11/06/08 ; 01, 03, 05, 09, 10, 16, 18, 20, 21, 22, 26, 27/07/08 ; 07 et/12/08/08 ; ST 3, 6 et 18/07/08, 28 08) ; AFP, ST et Jeune Afrique 11/08/08). La CPI apportera-t-elle un renouveau ?

**Atrocités aux camps de réfugiés** – Depuis 3 mois, 6000 personnes chassées par les bombardements ont rejoint Zamzam. À Kalma, des hommes armés venus dans trois véhicules ont saccagé les locaux d'Abu Sharati, ONG engagée dans l'éducation des femmes et des enfants. Pour la Minuad, la protection de ce camp (9000 personnes) est une priorité. L'armée y aurait saisi quantité d'armes et de munitions, y compris des canons, des mortiers et des fusils automatiques, selon les réfugiés il s'agit d'un mensonge. La police a voulu y pénétrer mais des manifestants ont forcé les troupes du gouvernement et les 55 véhicules des services de sécurité à faire demi-tour. Le général Anyidoho, vice-représentant spécial NU-UA, invite le gouverneur du Sud-Darfour et les chefs de tribus à coopérer au maintien de l'ordre avec la Minuad. (Reuter, ST 06/06/08 ; 01/07/08 ; 11/08/08). **L'armée et la Sécurité viennent d'attaquer le camp de Kalma**, sous prétexte qu'il est une source de banditisme et de

groupes rebelles, ce que les habitants nient. Selon eux il n'y eut pas de confrontations avec l'armée. Le **nombre de morts** est difficile à évaluer, **de 33 pour l'Unamid qui assista à leur sépulture**, à 86 surtout des femmes des enfants de vieillards pour le représentant des déplacés, à **122** selon Abd el Wahid el Nour. MSF dit que **au moins 65 personnes**, dont plus de la moitié sont femmes et enfants sont traités pour des **blessures** dans la clinique du camp, avec un **total de 350** pour les rebelles. Ceci mena à un cri quasi-unanime de leur part. La Minuad fit part de son indignation, les NU, d'un profond mécontentement, les Etats-Unis et l'UE demandent au gouvernement de mener une investigation. Sept officiels démissionnent. Le gouverneur du Sud-Darfour dit, dans un journal arabe londonien, « *les devoirs de la police et autres ont mené à des persécutions* », et son porte-parole à Sudan Tribune « *il n'y a ni eau, ni nourriture, ni médicaments à Kalma depuis le 24. Béchir travaille à l'évacuer* » (ST 29 08).

**Humanitaire** - Après avoir essuyé une série d'attaques, MSF a suspendu ses activités au Nord-Darfour où 65 000 personnes sont désormais dépourvues d'assistance médicale. John Homes, des Affaires humanitaires aux NU, rappelle que le GoS doit « *garantir la sécurité sur l'ensemble de son territoire, l'impunité pour ce genre d'attaques doit cesser* ». De nouvelles lois jetteront dehors toute organisation humanitaire utilisée « *pour créer des problèmes.* » (Minuad 19/06/et 2/08/; Reuter, ST 01/08/08 ST 29 08).

Partout, le risque de famine grandit : les pompes à eau ne fonctionnent plus par manque de fuel et les attaques continues contre les convois du PAM l'ont forcé à diminuer de 50 % ses rations alimentaires depuis mai. Toutefois, il poursuivra ses livraisons aériennes jusqu'à la fin septembre grâce aux 14,8 M\$ de contributions qu'il a récoltées (Reuter, ST 22/06/08 ; Minuad 1/07/08 ; ST 10/08/08).

**Appropriation gouvernementale des ressources pétrolières.** Les forces armées ont pris le Jebel Atron par le MLS et le MLS/U pour le donner à des pétroliers (cf. p. 5 Pétrole).

**Conflits entre nomades** – Raid Rizeigat contre Missereya près de 70 victimes.

**Nouveau négociateur de Paix** – **Djibril Bassolé**, ancien ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso, a pris son poste d'unique négociateur au Darfour le 28 08. A el Fasher, il a demandé aux parties de cesser toutes hostilités. **Brillant.** Mais le porte-parole des déplacés a regretté que Bassolé ait rencontré leurs représentants, pas représentatifs, sur intervention des ONG étrangères et d'acteurs internationaux. Eliasson et Salem Ahmed Salem étaient partis la veille sans sympathie (ST 29 09).

GoSS : Gouvernement du Sud-Soudan ; HRW : Human Rights Watch ; Minuad : Mission NU et UA au Darfour ; Minucat : Mission des NU Centrafrique Tchad ; MJE : Mouvement pour la justice et l'égalité ; MLPS : Mouvement au pouvoir au Sud ; OMS : Organisation mondiale de la santé ; PAM : Programme alimentaire mondial ; PC : Parti communiste ; PUD : Parti unioniste démocratique.

**Forces et faiblesses de la Minuad** – Le GoS a accepté le déploiement de bataillons népalais et thaïlandais, les Philippines ont promis 100 policiers, le Burkina Faso 800 soldats et l'Australie 4,8 M\$. Le premier bataillon éthiopien a débarqué ainsi que 335 ingénieurs égyptiens et 175 ingénieurs chinois, un documentaire de la BBC prouve à nouveau que la Chine viole l'embargo sur les armes. Le Rwanda, 2<sup>ème</sup> contributeur avec 2500 hommes, menace de les retirer si les NU remplacent un de ses commandants, suspecté de violation des droits de l'homme au Rwanda. **Béchir promet d'assurer la sécurité des Casques bleus à Rodolphe Adada, représentant spécial NU/UA au Darfour (24 07), mais les attaques janjawid continuent. Il autorise les vols de nuit de la Minuad. Le général anglais des NU est expulsé.** Le général Agwai exige 6 hélicoptères d'attaque, 18 de transport et un avion de reconnaissance. Envoyer un simple container au Darfour de Port-Soudan prend au moins 8 semaines, les ingénieurs égyptiens en ont amené 1000 destinés à construire les casernes au Nord-Darfour, chaque bataillon a besoin de 80 camions et de 26 transporteurs blindés. « *La Résolution 1769 parle d'une composante africaine prédominante mais non exclusive. En raison des limites bien connues qui pèsent sur la participation des pays africains, nous devrions maintenant pouvoir faire appel à d'autres nations.* » La Jordanie avait offert 6 hélicoptères, Khartoum refusa leurs pilotes et la Jordanie retira son offre (VS). Le 31 juillet, le conseil de Sécurité renouvelle pour un an le mandat de la force. L'UA échoue à inclure dans le texte la suspension des poursuites contre Béchir (Minuad 04, 19, 21, 26, 27, 28/06/08 ; 16, 17, 21, 24 et 25/07/08, 05/08, chronologies ; ST 01, 02, 03, 05, 08, 15 et 17/08/08).

**Soudan/Tchad** – Le représentant spécial de la Minucart se passera de l'accord formel du Soudan pour rencontrer le MJE s'il le juge utile. L'Eufor protégera les camps de réfugiés et ses propres forces conformément à son mandat. En juin, Idriss Déby a dénoncé « *l'attitude belliqueuse* » de Béchir qui aurait attaqué la ville d'Adé « *avec des troupes au sol appuyées par des hélicoptères* » et accusé l'Eufor d'aider les rebelles, s'attirant un double démenti du GoS et du Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère. Le ministre sénégalais des Affaires étrangères prie les experts militaires chargés du suivi des accords entre le Tchad et le Soudan « *de proposer des solutions concrètes avec des mécanismes de surveillance pour stopper les infiltrations des mouvements rebelles des deux côtés* ». Khadafi invite les deux rivaux à un sommet tripartite et Khartoum rouvre son ambassade à Ndjamena (ST 12, 13, 14, 15, 16 et 18/06/06 ; 01, 04, 09/08/08 ; Minuad 01, 07, 17, 18, 24/06/08 ; 02, 18/07/08).

## Rebelles

**Recompositions** – Le 01 08, selon la Minuad, un millier de combattants du MLS/MM devraient être intégrés dans l'armée et la police soudanaises. Trop tard. Minni Minawi, disparu depuis 2 mois, refait surface et accuse le GoS d'exaspérer la guerre au Darfour tout en réitérant son engagement envers l'accord d'Abuja. Quand il l'a signé, 20 commandants l'ont quitté pour former le SLM/U derrière Abdallah Yahya Ahmed. Rejointe par Jibril Jaber Jibril, chef des opérations de l'ALS/MM, cette faction a fusionné à Tripoli avec le FRU, conduit par Bahar Idriss Abu Garda. En revanche, 3 des 5 groupes coalisés dans le FRU, lui-même issu d'une scission avec le MJE, viennent de le quitter. Abd

el Wahid al-Nour demande aux groupuscules du MLS de s'unir (ST 28/05/08 ; 02/06/08 ; 31/07/08 ; 05 et 12/08/08 ; Minuad 28, 29, 30/07/08).

**Abd el Wahid el Nour** – Il insiste, le GoS attise délibérément la violence pour modifier la composition démographique du pays et en assurer le contrôle aux arabes. Il l'a fait à l'ouest en chassant les Darfouris au profit de colons libyens et tchadiens, il l'a fait au nord en déplaçant la population des barrages, il s'apprête à le faire au centre en implantant des fermiers égyptiens autour d'Abyei. Bien que le MLPS soit « *l'allié naturel et stratégique* » du MLS, il refuse de rencontrer Deng Alor, ministre des Affaires étrangères du GoS en visite officielle à Paris. « *Il comprendra. Nous avons d'abord besoin de sécurité. Le premier pas est de désarmer les janjawid, d'arrêter les massacres et les viols et de renvoyer les colons* » (ST 03 et 19/06/08).

**Le chef du MJE sur Al Jazeera** – « *Nous sommes allés plus de 10 fois à Abuja au Nigéria [en 2006]. Mais le gouvernement a sabordé toutes les tentatives de cessez-le-feu.* » Le 15 juin, Khalil Ibrahim ré-apparaît à la télévision. Son mouvement, dit-il, représente plus de 10 tribus, y compris du Nord. « *Nous sommes un parti national qui appelle à l'unité du Soudan. Comment pourrions-nous résoudre les problèmes d'une région [périphérique] sans résoudre ceux qui se posent au cœur du pays ? C'est pourquoi nous avons porté la guerre dans Khartoum. Nous continuerons jusqu'à la chute du régime et appelons toutes les régions à nous y rejoindre.* » Interrogé sur le fait que Béchir ait annoncé la reprise des pourparlers de paix avec tous les rebelles sauf lui, il s'esclaffe : « *Avec qui négociera-t-il ? Le MJE est le seul mouvement populaire doté d'une puissante force militaire et d'une idéologie claire. [...] S'il ne veut pas discuter avec nous maintenant, nous ne discuterons pas avec lui plus tard.* » Quelles conditions pose-t-il à la signature d'un accord de paix ? « *Nous demandons au moins 15 000 ? pour chaque réfugié, un dédommagement équivalent pour les vies anéanties ou mutilées, les maiso, un dédommagement équivalent pour les vies anéanties ou mutilées, les maisons détruites, les terres dévastées, et leur rétrocession à leurs propriétaires légitimes. [...] Nous traduirons les criminels de guerre devant la CPI.* » Pourquoi la plupart des mouvements rebelles ont-ils boycotté les négociations entamées en Libye ? « *Les Darfouris veulent se gouverner eux-mêmes, dans un seul État avec un Parlement et un exécutif présidé par un des leurs qui soit aussi vice-président du Soudan. Ce modèle s'appliquera dans tout le pays. Le gouvernement central sera représentatif des gouvernements des régions, proportionnellement à la démographie de chacune, et la présidence s'exercera par rotation.* » Que pense-t-il de l'ouverture en Israël d'un bureau du MLS et de la rupture des relations entre la Ligue arabe et le MJE ? « *Cela n'a rien d'un crime, bien des pays arabes ont une ambassade en Israël. [Mais] pourquoi une institution soi-disant responsable juge-t-elle inadmissible que nous entrions dans notre propre capitale ? Il s'agit d'une affaire interne, pas d'une guerre internationale. La Ligue arabe ne représente pas les peuples arabes, seulement leurs régimes* » (ST 30/05/08 ; 02, 04, 15 et 17/06/08).

**Wanted !** Le site internet d'Interpol affiche depuis 2006 les noms de sept chefs rebelles du Darfour, recherchés à la demande du GoS qui vient d'y ajouter une vingtaine de responsables du MJE (ST 10/06/08 et 07/08/08).

## Après Omdurman, arrestations, disparitions, tortures, justice parodiée et condamnations à mort

La sécurité a arrêté près de 3000 personnes dans les bus, dans les rues et maison par maison, sur simple suspicion d'appartenance ethnique. Le GoS refuse d'indiquer leurs noms et les charges pesant sur elles mais HWR en a identifié 200, détenues dans des conditions inhumaines et victimes de tortures. Une dizaine au moins en est morte. Fin mai, les unités anti-terroristes du ministère de la Justice ont publié dans le journal *Abkar Al Youm* le portrait et l'état-civil de 86 enfants et adolescents âgés de 11 à 17 ans, pour inciter leurs familles à se manifester. Sans succès apparent. L'Unicef, qui en a rencontré 89, prétend qu'ils sont « *apparemment en bonne santé et ne présentent pas de signe de mauvais traitements* ». En juillet, Béchir les a graciés tout en les maintenant en garde à vue. Le MJE menace de porter plainte contre Waging Peace, qui l'accuse d'armer des enfants d'à peine 9 ans. Il jure refuser d'enrôler les jeunes hommes de moins de 18 ans (Human Rights Watch, *Crackdown in Khartoum...*, June 2008 ; ST 01, 07 et 15/06/08 ; Reuter, ST 05/08/08 ).

**Diversions** – Béchir accuse le MJE d'être le bras armé du CP. Khalil Ibrahim moque cette obsession du complot, typique de l'« incapacité à imaginer que les opprimés puissent penser et agir en leur nom propre ». Pour Turabi, ex-mentor et partenaire de Béchir dans le coup d'État de 1989, l'attaque a déstabilisé le GoS en prouvant que « n'importe qui pouvait arriver avec un fusil et faire ce qu'il voulait, prendre une place ou la capitale » (ST 15, 22 et 26/06/08).

**Parodie de justice** – Les ONG de défense des droits de l'homme africaines, arabes et occidentales, l'UE, les gouvernements d'Europe, du Canada et des États-Unis dénoncent l'iniquité des procès en cours à Khartoum; où 197 personnes sont poursuivies de conspiration contre la Constitution, tentative de coup d'État et terrorisme. Trois cours spéciales réunies à huis clos, dont au moins une présidée par un officier de la sécurité, ont déjà condamné à mort 50 combattants du MJE, le plus souvent en l'absence de leur avocat. La Cour constitutionnelle doit examiner leur appel et ratifier les sentences avant que Béchir n'y appose sa signature. L'envoyé spécial du Secrétaire général des NU au Soudan reconnaît « *son droit et sa responsabilité à poursuivre et juger ceux qui se sont rendus coupables de crimes dans un contexte insurrectionnel* » mais l'invite à revenir sur ce jugement, à appliquer les standards judiciaires internationaux et à abolir la peine capitale. Le ministère des Affaires étrangères y voit une tentative d'ingérence et « *une insulte pour le Soudan* ». Salva Kiir veut que les inculpés soient reconnus prisonniers de guerre. Le MLPS pour le Nord-Soudan exige l'arrêt des procès une amnistie des inculpés au titre de prisonniers de guerre. Il se dit prêt à travailler avec le CN et les autres formations pour mettre fin à la guerre et rétablir des relations correctes avec le Tchad et la Libye à condition que le Soudan coopère avec la CPI pour lever l'accusation qui pèse contre Béchir (ST 10/06 et AP, ST 19/06/08 ; 20/07/08 ; AFP, ST 31/07/08 ; Reuter, ST 05/08/08 ; ST 07, 16, 17 et 18/08/08).

**Recensement** – Il y a environ 38 millions de Soudanais dont 3,8 au Sud-Soudan où les pluies ont empêché le recensement, les États de Khartoum (6,5M) et d'Al-Guezira (4,2M) étant les plus peuplés. Les résultats définitifs seront publiés à la fin de l'année. Minni Minawi, pressé par Béchir de revenir à Khartoum, demande que l'on ajuste ceux de 1993 à la croissance démographique. Qu'ils aient ou non signé l'accord d'Abuja, les rebelles du Darfour ont refusé de participer au recensement (ST 08 et 26/07/08).

**Élections** – Selon le projet de loi, 60 % des sièges seront élus à la majorité dans chaque État, 15 % à la proportionnelle sur des listes mixtes; 25 % des sièges seront réservés aux femmes, présentées sur des listes séparées élues à la majorité dans chaque État. Les électeurs auront 18 ans au moins et les candidats 40. Il faudra 100 signatures pour se présenter en indépendant et 4 % des suffrages pour qu'un parti puisse entrer au Parlement. L'opposition, le MLPS semblant compris, craint une manipulation, le MJE soupçonnant le GoS de vouloir exclure le Darfour du processus. Les femmes estiment le processus anti-démocratique. Béchir ratifie la loi le 14 juillet, jour de sa mise en accusation devant la CPI (ST 02, 17 et 26/06/08 ; 01, 07 08, 06 07 08, 07 07 08, 08 08 08, 14/07/08).

**Manceuvres** – Al-Mirghani, chef du PDU, demande au Caire de faire pression sur le GoS pour que son organisation militaire soit intégrée à l'armée et que les lois répressives soient abrogées. Il multiplie les contacts avec le PC, le Baas, l'Umma, les partis opposants sudistes et la Ligue arabe pour trouver un consensus minimum indispensable à la réconciliation.

Réuni à Juba, le Bureau politique du MLPS présente Salva Kiir à la présidence du Soudan et se met en ordre de bataille pour gagner les élections. Il entame des pourparlers avec le Congrès Béja, représentant les anciens rebelles de l'Est. « *Nous voulons nouer une alliance solide à tous les niveaux [...] Nous partageons le même combat historique et avons les mêmes buts* », affirme le chef Béja Bawanin. Les Béja voteront pour Salva Kiir, dit-il. Le chef de l'Umma pour la réforme et le renouveau, Mubarak el Fadl, voit dans la candidature de Kiir « *le début de la fin pour les élites du centre qui monopolisent le pouvoir et la richesse et marginalisent la majorité des Soudanais* ». Nafi Ali Nafi rétorque que « *Béchir est le plus qualifié pour présider le pays* ». Le CN et le MLPS forment ensemble 3 comités pour construire la paix au Darfour, rendre l'unité attractive pour le Sud et préparer la réconciliation nationale. Le MLPS suggère à son partenaire de travailler à la réunion des rebelles pour négocier avec eux une paix juste et durable. Sans résultat, le MLPS n'apprit rien sur Kalma avant les faits accomplis (cf. p.2). Le vice-président Ali Osman Taha accuse al-Turabi « *d'attiser la guerre du Darfour en alimentant le ressentiment des tribus contre l'État* » (ST 09/05/08 01/06/08 ; 08, 23, 26, 28 et 30/07/08 ; 03, 07 , 08, 10 et 13/08/08).

## FRONT EST

On n'a que très peu de nouvelles. Dans l'Est, ravagé par la malnutrition et les guerres avec l'Éthiopie et la Somalie, 2000 rebelles entassés depuis la paix d'octobre 2006 dans des camps misérables, attendent de recevoir la formation et les compensations promises : sur 125 M\$ prévus en 2007, ils n'en ont touché que 25 et menacent de reprendre le combat. L'ex-Front de l'Est, coalition entre les tribus Béja (non-arabes) et Rashaida (arabes), vient de suspendre le représentant du parti Béja, Musa Mohammed Ahmed, qu'il soupçonne de vouloir prendre le pouvoir en imposant les policiers qu'il a formés aux postes-clefs (Reuter, ST 10 et 16/08/08).

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : [vigilsd@wanadoo.fr](mailto:vigilsd@wanadoo.fr)

Dépôt légal : Septembre 2008 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

**Pétrole** Une analyse intéressante de la politique pétrolière chinoise a été publiée par Asia Report : *China's Thirst for Oil*. La thèse principale, en matière de pétrole, la Chine devient un pays comme les autres. Points essentiels sur les aspects internationaux : les firmes pétrolières chinoises sont encore peu importantes hors de Chine ; leurs investissements à l'étranger contribuent beaucoup à leurs profits et peu à la sécurité des approvisionnements du pays. La Chine investit dans des pays en conflit, ce qui peut contribuer à les prolonger, elle n'est pas le seul pays à le faire. La Chine fut embarrassée par les critiques dans les médias internationaux à propos du Darfour et pour son appui à des régimes à problèmes. Elle ne veut pas être considérée comme le leader des pires dictatures du monde. Les intérêts de la Chine rejoignent ceux des pays occidentaux. Le rapport propose 16 recommandations parmi lesquelles : Arrêter de vendre des armes à des clients qui les utilisent pour violer les résolutions du conseil de Sécurité des NU (VIVÉ LE DARFOUR VS). Employer du personnel local dans les projets à l'étranger. Accroître la transparence dans les achats et exercices militaires en relation avec la sécurité énergétique. Soutenir les efforts régionaux et des NU pour prévenir et résoudre les conflits (09 06).

**Total** s'installe à Bor, et doit lancer les opérations avant fin 2008, après la saison des pluies. Selon son directeur Lassalle, « la sécurité et le bouclage du nouveau consortium doivent encore être réglés. » En effet, Total manque de 20% du total du financement qui serait attribué à Mubadala, Abu Dhabi (AFP 01 07).

Les **ventes mensuelles de Dar Blend** venues d'appel d'offres, sont montées à 1,6 millions de barils en juillet et août. La vente de juillet fut attribuée au chinois Unipet et à l'européen Vitol avec un très fort rabais de 33,00-33,50 \$ par baril sur les cours internationaux (Reuters 04 07). Le faible niveau des prix s'est maintenu en août (Reuters, 13 08). Les mises en vente de Nile blend pour la période septembre-octobre ont été attribuées au trader européen Arcadia et à Total à de prix plus élevés, ce qui laisse penser que la demande pour le pétrole lourd reste forte. La baisse de la production passée de 320 000 à 250 000 barils par jour peut participer au soutien du prix de cette qualité (Reuters 24 07).

Selon le ministre de l'Énergie et des Mines à *Pétrole et Mines*, la production atteindra **500 000 barils par jour en 2008** et dépassera ce niveau en 2009 du fait d'augmentations de production sur des blocs et la création d'autres (AFP 11 07). En ont-ils ?

Une campagne de travaux d'exploration sismique de 1000 km<sup>2</sup> sur le bloc 12 A (Nord Darfour) serait lancée par la société BGP, filiale du chinois CNPC. Les opérateurs du bloc 12A sont soudanais, saoudiens, libyens et des îles Caïman. L'armée soudanaise y fut déployée (ST 08 07). Les 12-13 août, 1270 hommes avec 270 véhicules de l'armée attaquaient le Jebel Atoun occupé par des rebelles MLS qui y exploitent du sulfate de sodium, faisant 7 morts (VS).

**Armes** Giad Automotive fabrique des camions sous licences Hyundai, Renault et Man en partie pour l'armée, et des voitures. Il fabrique des blindés de transport de troupe et des chars (le Bashir) pour l'armée (Dow Jones 07 08). Le GoS a reçu une douzaine d'avions de combat MIG-29, livrés pas une société Bieloruss mais on ne sait qui est le vendeur (ST 20 07) et 50 camions à la société Ural Trucks russe. Le Ural 4320 est un tout terrain 6x6 qui peut être utilisé à des buts militaires ou civils (ST 16 08).

**Nord-Soudan** Malgré l'embargo américain, le Soudan continue à lui vendre la **gomme arabique** pour son coca-cola. Avec le Tchad et le Nigéria, ils produisent 95 % des 60 000 tonnes de gommes exportées annuellement dans le monde. Un tiers de la production est acheté par la société française Iranex-CNI qui fournit ensuite des entreprises comme Coca-Cola. Iranex s'approvisionne aussi au Nigéria où elle a ouvert une usine de transformation en 2002. Elle est associée à une nouvelle usine, qui vient d'être construite à Soba, près de Khartoum. Une partie de la production soudanaise est exportée en contrebande au Tchad et en Érythrée. La gomme fournit des revenus à des petits paysans pauvres, et les acacias, dont elle est tirée, protègent le sol de l'érosion. Le cours de la gomme varie cette année entre 1700 et 2500 \$/tonne, en fonction de la qualité (AFP 11 07).

**Le Soudan exporte de la nourriture** en profitant du boom des prix internationaux. L'agro-business se développe, par exemple dans la Jezira où des productions de blé, sorgho, haricots, melons, arachides, citrouilles, aubergines sont exportées dans les pays du golfe. En même temps, le pays reçoit de l'aide alimentaire pour le Darfour : l'an dernier, les USA ont envoyé 283 000 tonnes de sorgho équivalent à la quantité exportée par le pays, pour nourrir 3 millions de personnes démunies. Si la communauté internationale ne les fournit pas, le GoS ne le fera pas. Cette aide arrive difficilement (New York Times 09 08 ST 10 06).

**Il y a 314 projets d'investissements** saoudiens au Soudan dont 212 dans les services, 107 dans l'industrie et 22 dans l'agriculture. Les Saoudiens considèrent le pays favorable aux investissements étrangers avec garantie de non-confiscation sans compensation juste, pas de droits de douane sur les produits pour les investissements agricoles, mise à disposition à long terme gratuite de la terre pour les usages agricoles (Al Riyadh).

Le GoS met en place de nouveaux projets d'investissements dans l'agro business pour 5 milliards de dollars auprès des investisseurs arabes et asiatiques. Ainsi, Abu Dhabi a un projet d'investissements sur 70 000 acres au Nord Soudan (Financial Times cité par ST 06 06), les Emirats Arabes Unis sur 40 000 dans l'Etat d'Al-Jazira (ST 06 08). Le GoS cherche à attirer au moins 1 milliard de dollars pour 17 projets agricoles au Nord Soudan couvrant 900 000 hectares, qui financeront, une fois de plus, les grands au détriment des petits (ST 16 08).

**Adaptation du commerce au Darfour.** Malgré l'effondrement de l'économie, une partie du commerce survit au Darfour, : commerce d'oranges à travers les frontières, vente de grains au PAM, construction dans les villes pour loger les humanitaires. Il est plus efficace de soutenir les marchés, important facteur de survie, que de fournir de l'aide de secours (IRIN 11 07).

Au cours d'une réunion des ministres des **ressources hydrauliques** du Soudan, de l'Égypte et de l'Éthiopie, un projet de développement de l'irrigation en Éthiopie à partie du Nil Bleu a été présenté à Londres. Le Soudan appuie ce projet, mais l'Égypte s'y oppose, craignant que d'énormes quantités d'eau soient consommées (ST 22 06).

La société **égyptienne** Mena qui a achevé un **projet immobilier de 411 000 mètres carrés** à Soba au Sud de Khartoum va réaliser un complexe résidentiel en association avec la société soudanaise Hayy al-Mal qui a 141 000 mètres carrés de terrain. Les Égyptiens auront 69 % des capitaux (Reuters 12 06).

**Sud Soudan Les mesures anti-corruption bloquées.** Selon Pauline Riak, responsable de la lutte anti-corruption au Sud Soudan, plus de 14 000 ont été enregistrées les 6 premiers mois 2008, mais aucune suite ne peut être donnée, le projet de loi rédigé en 2007 reste bloqué au ministère de la justice. Cette loi permettrait d'examiner les comptes en banque au Soudan et à l'étranger. De nombreux hauts fonctionnaires ont déjà été sanctionnés et Salva Kiir avait levé l'immunité de l'ancien ministre des finances pour . Il râle (Reuters 29 07).

Le GOSS veut encourager le secteur privé local et étranger à investir dans la **construction de logements à Juba**. Il cherche des prêts. Depuis 2005 des millions de dollars ont été dépensés pour loger ses cadres et les étrangers dans des hôtels et sous des tentes.

**L'UNHCR** cherche 12 millions de \$ pour financer son programme d'opérations de rapatriement/réintégration d'un montant de 63,1 millions de dollars. Déjà il en a rapatrié 290 000. Cette année, il y a une forte demande, les élections de 2009 approchent (ST 17 07).

**Cinq contrats** d'études pour un montant de 38 millions de US\$ ont été signés pour 4 **barrages**. Il s'agit de la réhabilitation du barrage pour irrigation de Maridi et de la construction de barrages à Wau, Juba et Torit pour la production d'électricité. La réalisation est évaluée à 5 milliards de US\$, financée par le GOS, -Béchrir a assisté à la signature du contrat (ST 27 08).

### Cour Pénale Internationale

La rumeur courait depuis des semaines. Le 14 juillet, le Procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo a officiellement ouvert des poursuites judiciaires à l'encontre d'un chef d'Etat, une première dans l'histoire du Droit international, le Président soudanais Al Béchir pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour. Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) avait en mars 2005 demandé à la CPI d'examiner une liste secrète de 52 personnes directement responsables des massacres et autres violations du droit international et humanitaire au Darfour. Le CSNU est en effet habilité à saisir la CPI lorsque des crimes graves peuvent porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales. Ocampo s'est fondé sur les preuves recueillies avant de formuler ses conclusions et a demandé à la Chambre préliminaire d'ouvrir une enquête afin de délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre d'Al Béchir. Les trois juges devraient rendre leur décision en novembre. En 2007, les deux premiers mandats d'arrêt avaient été délivrés contre deux Soudanais directement liés aux massacres perpétrés au Darfour : le ministre des Affaires humanitaires Ahmed Harun et un chef de milice janjawid, Ali Khushayb. Al Béchir avait refusé de les livrer à la CPI.

La décision de la CPI a provoqué les réactions les plus contrastées parmi les Soudanais. De nombreux anonymes se réjouissent qu'enfin la communauté internationale rende justice à toutes les victimes des exactions de ce régime cynique non seulement au Darfour mais à travers tout le pays soumis depuis vingt ans à une violence impitoyable. D'autres ont exprimé leur soutien à leur président. Les membres de l'Union Africaine et de la Ligue Arabe ont fait bloc autour d'Al Béchir, craignant que ce précédent judiciaire ne vienne un jour perturber leur propre fonctionnement. Le syndicat des avocats arabes basé au Caire a volé à son secours. Les explications les plus fantasques ont été données sur l'origine et la nature de la CPI qui serait l'émanation d'un nouvel impérialisme occidental cherchant à contrôler les pays les plus pauvres, notamment africains. Al Béchir multiplie les contacts et alliances pour forcer la CPI à suspendre les poursuites. Il a bien entendu obtenu l'appui de la Russie et de la Chine au sein du Conseil de sécurité. La France soutient sans conditions les décisions de la CPI. Si la décision de la CPI est un sérieux coup de semonce, on ne peut espérer l'arrestation et le procès immédiats d'Al Béchir à la Haye. Des observateurs craignent des représailles contre les Soudanais, les humanitaires, les soldats de la paix des NU et certains prédisent un avenir difficile pour l'Accord de paix avec le Sud. En effet, Salva Kiir a déclaré le 11 août que la mise en accusation d'Al Béchir était contraire aux intérêts du pays et pourrait freiner la mise en oeuvre de l'Accord de paix de 2005. Le MLPS tient à négocier jusqu'au bout cet Accord avec Béchir.

Le MLPS a établi une feuille de route pour bloquer les poursuites d'Al Béchir autour d'une stratégie judiciaire et politique: le CN ferait juger les responsables de crimes au Darfour par des cours spéciales sous contrôle international. Des démarches sont entreprises pour parvenir à un règlement politique avec les rebelles du Darfour, mais après avoir obtenu la réunification de tous les partis.

Le 10 août, le CN et le MLPS ont annoncé conjointement un projet, intitulé « Initiative du Peuple soudanais » pour régler le conflit du Darfour, « rendre la justice, lutter contre la violence et rétablir la sécurité dans la région ». Il permet d'adopter un plan pour reconstruire les trois Etats du Darfour ruinés par la guerre, sans contrôle international. (ST, 13/08/2008). D'autre part, Khartoum propose de mettre en place des cours spéciales pour juger les auteurs des crimes du Darfour. Ocampo n'y croit pas car nul n'a jusqu'à présent été inquiété par ces cours spéciales (ST, 11/08). En Turquie, nombreux étaient les citoyens opposés à la venue de Al Béchir. car favorables à l'UE. Ils furent pris de court. Al Béchir a pu y solliciter la solidarité de ses homologues pour éviter que ce « nouveau pouvoir colonial » s'attaque « aux plus faibles ». Il a sans doute raison de s'inquiéter: dans un récent sondage réalisé par la chaîne Al Jazeera dans les pays arabes, 52% des personnes interrogées souhaitent voir leurs dirigeants jugés par une juridiction internationale (ST, 14/08).

Une voix discordante vient de s'élever dans le monde arabe favorable à Al Béchir. Un éminent érudit en Droit islamique, le Professeur Abdel-Hammed Al Ansari, ancien Doyen au Qatar, critique vivement le Syndicat des avocats arabes qui prétend que les tribunaux soudanais sont aptes à juger les auteurs de massacres au Darfour. Al Ansari leur reproche de soutenir les puissants au mépris des faibles et des marginaux, d'utiliser un double langage lorsqu'il accuse la CPI d'être

« l'outil de la communauté internationale contre les chefs arabes ». Il dénonce leur soutien ambigu à Bashar Al Assad et Saddam Hussein et leur reproche d'utiliser aujourd'hui les mêmes arguments qu'en faveur de Saddam Hussein jadis, à savoir la politisation de la justice internationale, des critères doubles, des préjugés anti-Arabes, une justice sélective et la soumission aux Etats-Unis. Il leur a reproché d'oublier les massacres, les fosses communes, les génocides, les tortures et les disparitions et de ne s'animer que pour protester contre Abu Gharib et Guantanamo. Al Ansari est revenu sur les chefs d'inculpation retenus contre Al Béchir, citant le nombre de morts et de déplacés au Darfour, accusant les médias arabes de ne pas couvrir ce désastre sur le terrain. Il a enfin stigmatisé les gouvernements arabes pour leur hypocrisie. Une voix officielle détonne dans un concert jusqu'ici favorable à Al Béchir (ST, 29/08). Le syndicat des avocats arabes est un organe politisé au service des dictateurs de la région qui les rémunèrent grassement.

**L'armée ougandaise** a été priée par Salva Kiir de quitter le territoire sud soudanais à la suite de plusieurs meurtres et pillages d'abord attribués à l'Armée de Résistance du Seigneur, l'ARS. Une enquête menée par l'équipe de contrôle sur l'arrêt des hostilités entre l'Ouganda et l'ARS aurait conclu à l'implication de l'armée ougandaise, et blanchi l'ARS. Tout ceci reste confus car des documents impliquant directement l'armée ougandaise auraient été retrouvés auprès du cadavre d'un civil sud soudanais tué le 14 juin dans le Payam de Pageri. Peut-on imaginer qu'une armée professionnelle oublie des documents compromettants sur le lieu d'un massacre? Le gouvernement ougandais a rejeté ces accusations.

**L'Armée de Résistance du Seigneur** : Dès juillet, Joseph Kony aurait demandé à rencontrer Riek Machar pour éclaircir des points de l'Accord de Paix qui n'a pas été signé le 10 avril dernier. L'Ouganda s'impatiente et promet de ne plus faire de concessions mais de poursuivre Kony et de régler le problème de l'ARS par les armes. Les pays impliqués dans les pourparlers de paix prônent la patience. Pour l'instant, l'affaire est au point mort. Kony aurait réorganisé sa délégation qu'il aurait à nouveau confié à David Matsanga, lequel demande à la CPI de lever le mandat d'arrêt contre le chef de l'ARS ainsi que les poursuites contre Al Bashir avant de parvenir à un règlement entre ARS et Ouganda. En dépit des promesses de paix, les négociations n'ont toujours pas repris.

**Désarmement**: Lors de la remise des diplômes à une centaine d'officiers de l'ALPS au terme de leur formation à Rumbek, Salva Kiir a déclaré souhaiter que les sudistes soient désarmés dans 6 mois. Il a donné l'ordre aux gouverneurs ainsi qu'aux officiers de l'ALPS de collecter les armes dans les 10 Etats du Sud. Le désarmement est censé commencer le 1<sup>er</sup> juin 2008. Il a déclaré à la radio qu'il est « urgent de désarmer les civils qui font un usage funeste des armes et tout soldat qui aurait vendu son arme sera jugé par un tribunal militaire ».

**Recensement** Des estimations ont été publiées en juillet par le quotidien Al-Hayat de Londres. La population globale serait de 38 millions d'habitants. Pour le Sud, la population serait de 10% de la population. Le Bureau Central des Statistiques a contesté ces chiffres déclarant qu'il s'agissait des chiffres du 5ème recensement, les résultats définitifs seraient publiés à la fin de l'année. Des pans entiers du Sud sont restés inaccessibles à cause des inondations. Le GoSS avait demandé de différer l'opération afin de permettre aux déplacés et réfugiés de regagner leurs villages. Khartoum n'en a pas tenu compte. Le Darfour est resté à l'écart de cette opération selon la demande des groupes combattants. Les résultats du recensement sont essentiels pour organiser les élections de 2009, le référendum du Sud de 2011 et partager les revenus pétroliers entre Nord et Sud (ST, 08/0).

**Elections** : La loi prévoit la tenue d'élections à trois niveaux: l'élection du président de la République, des députés à l'assemblée législative fédérale et aux assemblées régionales. Les candidats à la présidence doivent rassembler au moins 200 signatures favorables dans 18 Etats des 25 que compte le Soudan. Salva Kiir s'est déjà déclaré candidat à la présidence du pays. Dans le Sud, les électeurs voteront aussi pour leur président.

**Education primaire**: Le Sud a célébré en juillet à Rumbek la journée consacrée à l'éducation des filles pour redoubler d'efforts pour combler le fossé dont elles sont victimes. Des milliers d'enfants étaient réunis sur la Place de la Liberté. L'évènement, présidé par le gouverneur de l'Etat des Lacs, Daniel Awet Akot, et le ministre de l'Education du GoSS,

Job Dhoruai rassemblait les membres du GoSS, les ministres de l'Education des 10 Etats du Sud, des représentants des NU et d'ONG. Avant le CPA de 2005, on estime que 14% des élèves inscrits en Primaire étaient des filles. Depuis 2006, la campagne « Va à l'école » menée par le GoSS avec l'UNICEF a attiré 1,3 million d'enfants contre 343.000 pendant la guerre. Aujourd'hui, 34% des enfants sont des filles. Plus de 50% des enfants cependant ne fréquentent pas l'école dont la plupart sont malheureusement des filles. L'UNICEF lance le projet PAGE (Promotion and Advocacy for Girls' Education) afin de convaincre les jeunes, les femmes et autres responsables locaux de sensibiliser les familles, les communautés et les chefs de villages de la nécessité d'envoyer les filles à l'école (ST, 08/07/2008).

**Enseignement Supérieur:** en février 2006, Al Béchir avait promis de construire une université à Rumbek. Cinq millions de dollars viennent d'être débloqués pour ce projet. Ce sera la quatrième université du Sud Soudan après celle de Juba, du Nil Supérieur et du Bahr al Ghazal, ces dernières ayant été déplacées dans le Nord pendant la guerre. L'université de Juba qui avait été transférée à Khartoum est sur le point d'être à nouveau installée à Juba. L'université du Nil Supérieur a commencé à rapatrier ses facultés dans les villes de Renk et Malakal. Le GoSS a débloqué 200 millions de dollars pour le rapatriement des infrastructures, la rénovation d'anciens locaux et la construction de nouveaux bâtiments. Le GoSS a le projet d'ouvrir des universités dans chacun des 10 Etats. Pour l'instant, il s'engage à fournir à tous une éducation primaire gratuite et à ouvrir des lycées dans plusieurs régions pour combattre l'illettrisme (ST, 22/08).

L'Institut John Garang, spécialisé en Sciences et Technologies ouvrira ses portes à Bor le 15 septembre pour accueillir une centaine d'étudiants : il comprend les facultés de médecine, pharmacie, écologie, droit et aménagement de la forêt et espaces verts. L'Institut dépend de l'Université internationale libre de Moldavie qui a signé en février 2008 un accord avec le gouvernement de l'Etat de Jonglei. Enfin, l'Université catholique ouvre ses portes mi-septembre à Juba: elle abritera les facultés de Sciences Sociales et de Lettres. Les étudiants en Agronomie et Ingénierie iront à Wau. Les Sciences doivent ouvrir leurs portes à Khartoum en 2010 (Documentation info-africaine, 16 août).

## Les Monts Nouba

Alors que le Darfour retient depuis 2003 l'attention des médias et que les problèmes des Monts Nouba se sont focalisés sur la zone d'Abyei et, tout récemment, sur la destruction de la ville, les Monts Nouba connaissent un regain de tensions qui pourraient déboucher sur un nouveau conflit.

Les Monts Nouba dans l'Etat du Sud Kordofan au centre du Soudan, est peuplé d'arabes nomades minoritaires alors que la majorité de la population se compose de tribus africaines sédentaires Nouba. La région s'étend le long de la frontière controversée entre le Nord et le Sud et s'est trouvée impliquée dans la guerre civile. Bien que résidant dans le Nord, ils se sont toujours sentis abandonnés par Khartoum qui n'a jamais pris en compte leurs besoins vitaux: l'eau, la santé et l'éducation. Aussi, de nombreux Noubas se sont engagés dans l'ALPS pendant la guerre civile. Un récent rapport par l'ONG « Small Arms Survey » considère que cette région concentre toutes les frustrations résultant de la non-application de l'Accord de Paix de 2005. Les populations se sentent toujours abandonnées par le pouvoir central et la communauté internationale. Le chômage dépasse 90%, plus de la moitié des écoles ont dû fermer car les instituteurs n'étaient pas payés. L'insécurité dans cette région est omniprésente et la crainte d'une reprise du conflit et d'un désastre humanitaire est bien réelle. Bien que considérée comme une zone de transition dans le cadre de l'Accord de paix, à l'instar d'Abyei, le Sud Kordofan n'a jusqu'à présent bénéficié d'aucune retombée telle que les 2% des revenus pétroliers ou la possibilité de participer au référendum de 2011 que ses citoyens réclament avec insistance. Aucun effort d'intégration, de développement ou de réconciliation n'ont été faits pour tenter au moins d'apaiser les traumatismes des années 1990 résultant d'une stratégie d'élimination des Noubas (*Facing Genocide: The Nuba of Sudan*, African Rights, 1995).

En prévision d'un conflit, les armes prolifèrent en violation de l'Accord de paix. L'APLS a recruté 1500 hommes en 6 mois. Au lieu de réduire leurs forces au niveau existant avant la guerre, les FAS ont augmenté leurs unités et seraient aujourd'hui 20.000, recevraient la nuit des armes

de Khartoum et de Kadugli qu'ils distribueraient aux neuf milices arabes de la région. Le recrutement est facile parmi les anciens combattants qui n'ont bénéficié d'aucun plan de réintégration alors que l'unité de l'UNMIS pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration avait enregistré 12.000 anciens combattants chez les FAS et 3.000 chez l'ALPS.

Le retrait des troupes de part et d'autre des frontières fut achevé tardivement en janvier 2008. Les UJI se sont bien déployés depuis mais il n'y a pas fusion entre membres des FAS et de l'ALPS : la division est totale au niveau du commandement, de la formation, de l'armement, du logement. Certaines zones sont administrées par Khartoum alors que d'autres restent sous l'autorité du MLPS si bien que deux systèmes co-existent dans l'éducation, la justice, la sécurité. Il faut subir des contrôles quand on passe d'une zone à l'autre. La tension reste vive et les forces de paix de l'UNMIS sont inefficaces lorsque des troubles éclatent. En outre, corruption, incompétence et mauvaise gestion des deux partis ennemis participent de cette frustration croissante.

## Abyei

Afin de tenter de résoudre en apparence la crise d'Abyei (destruction de la ville en mai et déplacement d'environ 50.000 personnes), le président Al Béchir a publié le 8 juin le décret 146 signé par les deux partis rivaux, le CN et le MPLS, qui adopte la feuille de route pour le retour des déplacés et l'application du protocole d'Abyei. Quatre points forts y figurent : la sécurité d'Abyei, le retour des déplacés, une administration provisoire et l'arbitrage final sur la frontière.

Les partis se sont mis d'accord sur la formation d'une nouvelle unité jointe intégrée (UJI) composée d'éléments différents de ceux qui se sont affrontés en mai - qui devra entrer en fonction au bout de 10 jours, le 18 juin -, ainsi que sur une unité de police qui devrait se déployer deux semaines plus tard. Lorsque ces deux forces se seraient déployées, l'armée soudanaise (FAS) et l'ALPS devraient quitter la zone administrative précisée sur une carte. Les deux parties se sont mis d'accord pour que le CJMC (Comité Militaire commun sur le cessez-le-feu) enquête sur les violences du mois de mai. Le 18 juin, 639 éléments des UJI sont arrivés à Abyei (320 pour l'ALPS et 319 pour les FAS). L'UNMIS continue de leur fournir entraînement et soutien logistique. Les mesures de sécurité prévues par la feuille de route laissent l'UNMIS libre de se déplacer dans cette zone et permet à des patrouilles conjointes de l'UNMIS-ALPS et FAS de se rendre tous les jours à Difra dans le Nord et Agok dans le Sud.

La feuille de route stipulait que le président nomme dans les 15 jours une administration provisoire conjointe dirigée par un membre du SPLM assisté d'un élément du CN: les deux responsables ont été nommés le 8 août, Arop Mayak Mony Toc du MLPS à la direction et Rahama Abdel-Rahman Al-Nour du CN comme adjoint. Les déplacés pourront retourner à Abyei une fois que les conditions de sécurité seront réunies et que le gouvernement d'unité nationale pourra subvenir à leurs besoins en accord avec des ONG internationales. Les parties ont d'autre part convenu que le partage des revenus pétroliers de ce territoire se ferait sous contrôle selon le Protocole et que les deux partis s'accorderaient sur un pourcentage consacré à un fond pour développer la zone tampon le long de la frontière Nord-Sud. Enfin, les deux parties s'en remettent à l'arbitrage international de la Cour permanente de la Haye pour résoudre le conflit sur les conclusions de la commission sur la frontière d'Abyei rejetées par Khartoum en 2005. Les signataires s'engagent à respecter et appliquer la décision du tribunal de la Haye chargé de cet arbitrage. La Cour devra juger si la commission a outrepassé son mandat. Les deux partis devront choisir deux membres chacun proposés par la Cour. Les quatre membres en choisiront un cinquième comme arbitre président.

Le 14 août, le GOS a choisi ses deux représentants, le juge jordanien Awn Al-Khasawneh, vice-président de la Cour internationale de justice et l'autrichien Gerhard Hafner, vice-président de la Commission de droit international aux NU. Le Gos a pris comme avocats le professeur James Crawford, Londres et le Dr. Nabil Elaraby du Caire. L'agent du GOS est l'Ambassadeur Dirdeiry Mohamed Ahmed, du cabinet Dirdeiry & Co à Khartoum.

Le MLPS a choisi le professeur W. Michael Reisman et le juge Stephen Schwebel. L'agent du MLPS est Gary Born, du cabinet Wilmer Cutler Pickering Hale and Dorr LLP à Londres. Les autres agents du MLPS sont le Dr Riek Machar, Vice-Président du MPLS, et le Ministre Luka Biang Deng, membre de l'équipe du MPLS pour l'application du Protocole d'Abyei. L'arbitre-président n'a pas encore été désigné.

**Les barrages au Nord** – Le MLS d'Abdel Wahid al-Nour et le Rassemblement des Nubiens Kushites, dirigé par Nouraddin Ahmed Abdul-Mannan vont « *travailler ensemble à la création d'un Soudan uni, démocratique et laïque fondé sur l'égalité des droits* ». Le RNK est né du déplacement forcé des populations chassées par la construction du barrage de la 3ème cataracte, au Nord-Soudan. Il accuse les gouvernements égyptien et soudanais « *de démanteler la société nubienne pour la fondre dans la culture arabe* ». Les deux groupes combattent « *les tentatives de destruction et de démantèlement de l'État mises en œuvre par des politiques de génocide, de nettoyage ethnique et culturel, de déplacement et de relogement forcé des peuples autochtones, remplacés sur leurs terres par des colons étrangers* » (ST 13/08/08).

Les villageois de Manasir, à 350 km au nord de Khartoum, refusent de quitter leurs maisons qui doivent bientôt disparaître sous les eaux en raison des barrages. Un millier de familles a déjà été déplacé par la compagnie chinoise du barrage de la 4ème cataracte ; le gouvernement les a relogées loin du fleuve, sans système d'irrigation pour leurs champs, et leurs 25 villages sont aujourd'hui noyés (ST 30/07/08 ; 11/08/08).

**Église** – En consacrant Edward Hiboro Kissala évêque du diocèse catholique de Tombura Yambio, le cardinal Zubeir Wako a souhaité que ses fidèles « *prennent de la distance avec le tribalisme et réfléchissent aux moyens de vivre en paix dans une société diverse* ». L'archevêque Paulino Lukudu a pressé le GoSS de les impliquer dans l'application des programmes de développement (ST 03/07/08).

**Santé publique** – Les prix flambent, les récoltes s'annoncent mauvaises et près de 15 millions de personnes vivant en Afrique de l'Est ne peuvent plus acheter ni céréales ni fuel. La crise qui s'annonce est pire que celle de 2006 et les NU réclament 200 M\$ pour prévenir le désastre. Au Soudan, 18 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de dénutrition et 48 % de malnutrition.

La pauvreté, les déplacements forcés et l'absence de politique de prévention expliquent la prévalence du virus du sida – 1,6 % des 37 millions de Soudanais en seraient porteurs. Les estimations vont de 350 à 600 000 malades mais 2000 patients seulement bénéficient d'un traitement. Un expert en santé publique compare cette situation avec celle de l'Afrique du Sud dans les années 1990. « *Le virus n'est pas intelligent et nous pourrions le combattre mais il prospère sur notre ignorance politique, économique et morale.* » Selon lui, le taux de prévalence varie de 1 à 3 % selon les régions mais il pense qu'à Abyei, ceux qui suivaient un traitement pour une maladie sexuellement transmissible dans les cliniques mobiles (18 % de la population) étaient selon toute vraisemblance contaminés par le sida. Le GoS n'a commencé à s'en préoccuper sérieusement qu'il y a deux ans et les dirigeants religieux ont admis récemment l'usage de préservatifs, mais la contraception est encore très contestée par les islamistes opposés au contrôle des naissances.

Le choléra sévit au Sud-Soudan où les pluies ont détruit les maisons de 250 000 personnes. Depuis le début de l'année, il a fait 44 victimes et 6000 malades ont contracté la maladie (ST 24/07/08 ; 4, 10 et 12/08/08).

**Inondations** – La cote d'alerte du Nil approche 16,85 m (contre 16,95 m l'an dernier) mais les autorités pensent éviter un désastre équivalent. « *Les pluies ont commencé plus tard et les pompes sont prêtes* » (ST 18/08/08).

**Meurtre d'un diplomate américain** – Après rejet de leur pourvoi, le procès des 5 hommes accusés d'avoir assassiné John Granville et son chauffeur le 01 01, a débuté en août (ST 06/08/08).

**Catastrophes** – Tout l'équipage de l'avion cargo qui s'est écrasé près de la capitale du Haut Nil a péri. Au cours d'une

cérémonie réunissant de jeunes appelés sous les drapeaux dans le stade de football d'Omdurman, un mouvement de foule incontrôlé a fait 23 morts et 36 blessés, en majorité des femmes et des enfants (ST 27/06/08 ; 13/07/08).

**Poursuites américaines** – Les preuves d'une implication de l'Iran et du Soudan dans l'attentat de 1998 contre l'ambassade américaine au Kenya ont convaincu une société juridique américaine d'entamer des poursuites pour obtenir des compensations (ST 20/07/08).

**Contradictions occidentales** – Malgré les protestations des défenseurs des droits de l'homme, le gouvernement britannique lève les mesures prises le 10 décembre 2007 par le Home Office, qui suspendaient provisoirement l'expulsion des demandeurs d'asile darfouris. Les services de l'immigration des États-Unis prolongent jusqu'au 2 mai 2010 le statut de protection temporaire accordé à certains Soudanais, qui devait expirer le 2 novembre (ST 24/05/08 ; 07/07/08/13/08/08).

**Incursion** – Une attaque contre un poste de police soudanais du Jebel Hantub, à 17 km de la frontière avec l'Éthiopie, fait 17 morts. Malgré les protestations d'amitié de l'ambassadeur, qui qualifie l'incident de mineur, les analystes observent qu'il est survenu alors que l'Éthiopie demande depuis plusieurs semaines l'extradition d'un de ses fonctionnaires à qui le Soudan a accordé l'asile.

**Terrorisme irakien** Selon un source anonyme du ministère irakien de la Sécurité, des documents et des lettres trouvés dans des cachettes d'Al-Qaida autour de Bagdad prouveraient que certains de ses hommes ont fui l'Irak pour se réfugier au Soudan et en Somalie (ST 08/07/08).

**Kidnapping d'un avion soudanais** – Un avion civil privé soudanais Sun Air, emmenait 87 passagers de Nyala à Khartoum. Après un enlèvement, il atterrit à Kufra, en Libye du sud-est. La télévision Al Jazeera accusa de ce fait les hommes d'Abd el Wahid el Nour. Ce dernier a rejeté avec force la responsabilité de cet acte après avoir téléphoné à tous ses commandants pour vérifier. « *Cela ressemble à une opération de couverture de Khartoum. Ils veulent justifier ce qu'ils feront à Kalma les prochains jours* », ce que Sun Air confirma. Les troupes soudanaises avaient attaqué Kalma les jours précédents (ST 27 08 08). Les Hijackers voulaient se rendre en France. Finalement, le Ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner, leur en aurait donné l'autorisation pour sauver la vie de l'équipage toujours prisonnier de son avion (Télé Arte).

## S O M M A I R E

<b>EDITORIAL</b>	p. 1
Le Maestro Ocampo <i>Bételgeuse, Deimos</i>	
<b>DAR FOUR</b>	
Jour après jour Combats, Atrocités camps, Humanitaires, Appropriation Conflits...	p. 2
Minuad, Soudan/Tchad, Rebelles	p. 3
Omdurman, tortures condamnations à mort	p. 4
<b>POLITIQUE INTERIEURE</b>	p. 4
<b>ECONOMIE</b>	p. 5
<b>SUD-SOUDAN, MONTS NOUBA, AYEI</b> <i>Elias</i>	
CPI, Armée ougandaise, ARS, Désarmement, Recensement, Elections, Enseignement primaires	p. 6
Enseignement supérieur, Monts Noubas, Abyei	p. 7
<b>DROITS DE L'HOMME</b>	p. 8